

Règlementaire	L'encadrement réglementaire prévu dans la réforme fiscale n'est pas mis en place	Faible	Haute	Renforcement des capacités des administrations fiscales, non fiscales et minières Renforcement de la position de la société civile et de l'autorité de contrôle
Financier	Moyens dédiés dans le budget sont insuffisants pour soutenir la réforme fiscale	Moyenne	Haute	Reprise du dialogue politique avec le gouvernement et le nouveau programme triennal du FMI devrait permettre de réduire ce risque à moyen terme. L'appui en DTS de 1,5 million USD octroyé par le FMI au gouvernement permettra également d'y répondre à court terme en abondant ces lignes budgétaires.
	Capacités et moyens des administrations insuffisants au niveau de l'Etat central, et en provinces	Haute	Moyenne	Dotation de matériel Formation de techniciens d'entretien et de maintenance Renforcement de capacités spécifiques en matière d'analyse dans les secteurs clés de bonne gouvernance en matière de mobilisation des recettes, notamment minières.

#### Enseignements tirés:

Le principal risque concerne la **durabilité des réformes**. Au gré des aléas politiques, des intérêts installés et qui tirent profits de manquements à la gouvernance, les avancées peuvent être ralenties ou réduites. Notre stratégie de mitigation est la consolidation du groupe de bailleurs qui mène ensemble et simultanément le dialogue politique sur les objectifs à atteindre et le dialogue de coopération sur les appuis fournis. Au sein de ce groupe, l'alliance avec le FMI et la Banque mondiale est primordiale. La période d'ouverture actuelle avec le nouveau gouvernement et la position forte de l'UE au sein du groupe des partenaires laissent présager une poursuite favorable de cette action.

Une **approche globale** avec une combinaison de différents domaines d'action et d'institutions partenaires entraîne des effets de synergie et, en cas de retard dans un domaine d'action ou chez une institution partenaire, permet d'intensifier la coopération dans d'autres domaines d'action, avec d'autres partenaires.

Une **approche à plusieurs niveaux** (central, provincial, local) est souvent favorable. Les approches et les activités peuvent être testées dans une localité (pilotes) et partagées via l'apprentissage entre pairs ou mises en œuvre à plus grande échelle en cas de succès. La coordination et la coopération entre les différents niveaux de gouvernement posent souvent problème, et leur renforcement permet d'obtenir de meilleurs résultats.

Dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de digitalisation auprès de partenaires souvent étrangers à ces pratiques, il est nécessaire de pouvoir aborder une **approche de conduite du changement** auprès des utilisateurs, notamment, assortis de plans de formations personnalisés. Cela permet d'augmenter l'engagement des partenaires, contribuant ainsi de manière importante à la durabilité du système.

Par ailleurs, la formulation de ce projet s'appuie sur l'analyse des conflits réalisée en 2021.